

# LES MOTS GLISSANTS



La Revue du projet  
N°24, février 2013.

« On ne se méfie jamais assez des mots », écrivait Céline à la fin du *Voyage au bout de la nuit*. Le dossier « Les mots piégés » du n° 24 de la *Revue du projet* (février 2013) nous invitait déjà à « lessiver » les mots, selon la formule de Brecht, pour retrouver leurs sens véritables. Nous poursuivons cet essai d'éducation populaire en nous attaquant aussi aux expressions glissantes et à quelques autres tromperies.

## PRÉSENTATION

# Mots à maux

PAR **PIERRE CRÉPEL, CAMILLE DUCROT  
ET IGOR MARTINACHE\***

**L**a méfiance envers les mots est une posture saine : ceux-ci, en conceptualisant les éléments qui forment la réalité, réduisent nécessairement son infinie diversité. Mais la tâche s'avère titanesque, les médias, les technocrates et les politiques rendent intouchables et sacrés un certain nombre de mots et d'expressions utilisés sans interrogation. Méfions-nous du regard techniciste qui fait croire à une neutralité des termes.

La revue s'est consacrée ces derniers temps, dans ses dossiers, à l'analyse de tel mot et de ses usages comme « l'assistanat » (n° 39, septembre 2014) ou « la liberté » (n° 43, janvier 2015). L'expression même de « mots piégés » est ambiguë. Certains d'entre eux sont détournés au service d'intérêts ou ouvertement forgés par le capitalisme pour faire avaler les couleuvres du système d'injustice dans lequel nous vivons – un exemple : « l'État-providence » qui associe dans une même expression un système de droits créé

par et pour le peuple, mais qui suggère inconsciemment que ceux-ci émaneraient d'une puissance tutélaire, mystérieuse, qui placerait ledit peuple sous assistance.

« [Les mots "glissants"] ont plusieurs sens, selon le regard politique qui leur est porté. »

Mais, plus fondamentalement, la plupart des mots sont porteurs de sens multiples pouvant conduire, si l'on n'y prend pas garde, à des malentendus et autres quiproquos aux conséquences potentiellement fâcheuses : nous les avons appelés « mots glissants ». Ils ont alors plusieurs sens, selon le regard politique qui leur est porté. Ils nécessitent de notre part une nouvelle définition, adaptée à l'actualité, mais aussi une nouvelle appropriation et surtout une nouvelle défense. Les mots de « laïcité », de

« progrès » ou de « rigueur » entrent dans ce cas de figure : ils ont acquis un sens politique qui s'éloigne de nos définitions et qui nous empêche de les utiliser tranquillement, tant ils sont imprégnés d'*a priori* contractés négligemment ou sournoisement. Et on sous-estime toujours la capacité du capitalisme à s'adapter, à récupérer les aspirations des peuples et des individus, à légitimer sa domination au plus profond des consciences par le véhicule du langage !

Ces deux types d'expressions vont faire l'objet de lexiques, légèrement ironiques, mais salvateurs pour opposer la réalité à chacun d'entre eux. Une « désintoxication » nous sera ensuite proposée par Franck Lepage, suivie de l'examen (du décryptage) de fausses évidences, de termes employés dans divers milieux ou secteurs, comme « les mots creux » du gouvernement, ceux des journalistes, ceux du *management* au sein de l'école, etc.

### UNE VIGILANCE NÉCESSAIRE FACE AU CYNISME DU CAPITALISME

L'effort de lucidité sur les mots ne date pas d'aujourd'hui. Les dictionnaires

critiques ou raisonnés s'y sont penchés depuis plusieurs siècles, nous en verrons ci-dessous des exemples avec Diderot ou Rousseau. Cet effort est-il plus nécessaire aujourd'hui qu'autrefois ? Peut-être. En tout cas, il est indispensable, car le cynisme et la cruauté du capitalisme actuel forcent celui-ci à s'avancer plus masqué. On

Est-ce à dire que nous réclamerions des textes politiques froids, au cordeau, sans talents et sans passion, exprimés en jargon ? Où est la limite entre, d'un côté, le bien dit, l'image frappante et, de l'autre, l'abus de langage, la tromperie ? La réponse n'est pas toujours simple, le critère essentiel nous semble celui du vrai débat

l'attention sur ces écueils, il suffit de voir des sites comme AGORAVOX, ACRIMED, la SCOP Le Pavé, etc. On pourrait étendre le programme au décryptage des méthodes de la pub, d'autres techniques de vente de marchandises politiques frauduleuses, aux utilisations abusives de statistiques très choisies ou interprétées en torsion de la réalité, bref à ce que Noam Chomsky et Edward Herman appellent *La Fabrication du consentement*. ■

## « Où est la limite entre, d'un côté, le bien dit, l'image frappante et, de l'autre, l'abus de langage, la tromperie ? »

ne doit pas limiter notre vigilance aux noms, aux verbes et aux adjectifs, on doit s'attaquer aussi aux articles (pensons au « la » de « la réforme » ou de « la croissance »), aux petits adverbes et prépositions, aux astuces grammaticales, aux « mots-fouines », selon l'expression de Baillargeon dans le *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* (« la croissance pourrait atteindre jusqu'à 3 % », ce qui évidemment ne veut plus rien dire).

sur le fond, mené avec franchise : si le lecteur, l'auditeur est respecté et peut distinguer l'effet oratoire, si l'auteur a suscité son esprit critique, l'image ou le détour ne sont pas répréhensibles ; au contraire, si l'expression cache les enjeux, endort celui qui la reçoit, là il y a perversion.

On l'aura compris. Notre dossier a un but d'éveil, il ne saurait être exhaustif. Bien d'autres que nous attirent

\*Pierre Crépel est responsable de la rubrique Sciences.  
Camille Ducrot est responsable de la rubrique Lire.  
Ils ont coordonné ce dossier.  
Igor Martinache est rédacteur en chef adjoint de ce numéro.

## LA LANGUE, UN ENJEU POLITIQUE

Tu as une formation littéraire et tu es responsable du réseau École du PCF. Nous souhaitons, à ce double titre, te poser quelques questions sur le dossier des mots piégés ou glissants.

ENTRETIEN AVEC  
**MARINE ROUSSILLON\***

**Les programmes utilisent souvent, sans états d'âme, des expressions à la mode ou discutables que nous condamnons...**

C'est vrai, et c'est souvent le résultat de choix politiques : soumettre l'école aux règles du *management*, transformer les enseignants en exécutants... En même temps, quand les programmes emploient un langage précis, technique, et placent ainsi les enseignants en position « d'ingénieurs » de leur pratique, les médias s'empressent de critiquer la « novlangue pédagogue » ! Enseigner est un métier qui nécessite des techniques (c'est l'objet de la pédagogie). Il y a besoin de termes précis pour les désigner et les transmettre. La polémique sur la soi-disant « nov-

langue » n'est que le nouvel avatar d'un vieux débat. Au XVII<sup>e</sup> siècle déjà, les mots techniques étaient bannis de la littérature et des dictionnaires au nom du « bon goût ». Ce bon goût, c'est toujours celui de la classe dominante : à l'époque, la noblesse oisive domine et les mots du travail apparaissent comme grossiers. Aujourd'hui, ce sont les mots du *management* qui sont à la mode : on peut parler de « gérer » sa classe, de transmettre des « compétences transférables » ou de « piloter » un établissement sans susciter de scandale. Mais le travail des enseignants dans sa dimension technique doit, lui, rester invisible.

Faire une place à la technique et au travail dans la langue, dans les médias mais aussi à l'école, est un enjeu politique de première importance, car comment réfléchir et lutter sur ce dont on ne peut pas ou ne sait pas parler ?

**À l'école, au collège, au lycée, à l'université, propose-t-on aux élèves une réflexion critique sur les mots et les expressions ?**

L'école de nos grands-parents demandait aux élèves d'apprendre des mots – des règles de grammaire, des listes de départements, des formules de mathématiques – sans y réfléchir, comme autant de savoirs qu'il ne s'agissait pas d'interroger. Face à la crise de notre école, certains expriment parfois la nostalgie de cette école du « par cœur » et des savoirs. Mais heureusement que nous n'en sommes plus là !

En français par exemple, le passage par l'étymologie ou par l'étude des techniques d'écriture, le fait de mettre l'élève lui-même en position d'auteur, sont autant de moyens de s'interroger sur les mots et de montrer que leur sens est le résultat à la fois d'une histoire, d'un contexte et d'une ►

► situation de communication. Cette dimension critique de l'enseignement est essentielle. Nous vivons dans une société où les connaissances évoluent très vite. Les adultes de demain ne pourront pas se reposer sur ce qu'ils auront appris à l'école. Pour maîtriser leur travail, pour participer à la vie démocratique de leur pays, ils auront besoin de savoir eux aussi construire et critiquer des savoirs.

## « Articuler l'acquisition de compétences, la découverte d'une culture et la réflexion sur les mécanismes de la langue »

Cependant, cette dimension critique est encore insuffisamment développée. Pire, il arrive trop souvent qu'elle régresse ! Ainsi, les programmes de français pour le lycée ont récemment opéré un retour à une conception très patrimoniale de la littérature – l'étude des grandes œuvres et de « l'émotion esthétique » qu'elles suscitent – au détriment de l'interrogation sur les techniques d'écriture et leurs effets. Les programmes de langue vivante, de leur côté, privilégient une conception utilitariste de la langue comme outil de communication, en développant de moins en moins la réflexion sur ce qu'est un langage et la manière dont il fonctionne. La vision réactionnaire d'une école identitaire, transmettant un patrimoine figé et la vision libérale d'une école de l'employabilité, transmettant des compétences déconnectées des savoirs pour former des exécutants efficaces et dociles, convergent pour limiter le développement de l'esprit critique.

**Des menaces très graves pèsent sur l'enseignement des langues anciennes et des langues vivantes autres que l'anglais. Va-t-on se retrouver avec des jeunes qui auront seulement baigné dans un sabir anglo-américain commercial ou branché ? Et si oui, quelles en seraient les conséquences ?** L'anglais n'est pas par essence une langue moins riche, moins émancipatrice que l'allemand ou le latin. Toute langue, si elle est enseignée comme un simple outil de communication, perd beaucoup de ses capacités émancipatrices. La première urgence est donc de repenser les contenus et les pratiques de l'enseignement des langues pour articuler l'acquisition de compétences, la découverte d'une culture et la réflexion sur les mécanismes de la langue.

Dans une école émancipatrice, l'enjeu de l'apprentissage d'une langue est de faire en sorte que la langue maternelle n'apparaisse plus comme naturelle : que l'élève puisse adopter un regard réflexif sur les mots de son quotidien et ainsi en faire un usage plus libre. Dans cette perspective, l'apprentissage de l'anglais n'a pas plus de valeur que celui de l'occitan. Au contraire, une langue qui apparaît

comme lointaine, étrange, permettra d'autant mieux aux élèves de mettre à distance leurs pratiques quotidiennes pour en faire un objet de réflexion. C'est tout l'intérêt de l'enseignement du latin par exemple. En outre, du point de vue de la collectivité, il est évident que plus les langues enseignées en France seront diverses, plus les élèves auront à partager et à échanger et plus leur réflexion sera riche. Enfin, cette question de l'enseignement des langues doit aussi prendre en compte la diversité des langues de France. Comment comprendre que l'arabe et le chinois soient encore traités comme des langues rares alors que beaucoup d'élèves les pratiquent chez eux, avec leur famille ? Pour que l'école construise la culture commune de la nation dans le partage des cultures de chacun, pour qu'elle permette à tous de construire une relation émancipée à sa propre culture familiale, il est nécessaire qu'elle enseigne à égalité des langues bien plus nombreuses et diverses.

**Pour Condorcet, le premier but de l'instruction publique était de former un citoyen qui puisse se décider en connaissance de cause. Où en est-on aujourd'hui ?**

Le projet de Condorcet était révolutionnaire : il s'agissait pour lui de

tualité ! Il est même plus grand encore à l'heure de la mondialisation : les adultes de demain devront faire des choix qui engageront leur avenir, celui du pays et celui du monde.

Depuis les attentats de janvier dernier, on parle beaucoup de formation du citoyen. Mais trop souvent, cette formation est réduite à une « éducation à » la citoyenneté, en marge des autres apprentissages, et qui ressemble fort à une leçon de morale. Imposer les « valeurs de la République » comme un catéchisme laïque, ce n'est sûrement pas former un citoyen émancipé !

Nous avons d'abord besoin de démocratiser le fonctionnement de l'école en créant des espaces de débat entre acteurs de l'éducation et en valorisant leur parole. Des droits nouveaux pour les collégiens et les lycéens, un statut de représentant des parents d'élèves permettant à tous les parents de s'engager dans la vie de l'école, des espaces ouverts de rencontre et de débats, des observatoires des inégalités à l'école réunissant enseignants, parents et élus... seraient autant de moyens d'y parvenir. Le développement de pratiques démocratiques pourrait alors être articulé à des temps de réflexion sur ces pratiques, au sein de l'enseignement disciplinaire ou dans le cadre des heures de vie de classe.

Mais comment espérer faire de l'école un espace d'apprentissage de la démocratie quand la parole des enseignants est méprisée par leur ministre, que le décret d'application d'une réforme contestée est publié le lendemain d'une grève majoritaire ?

**Que propose le PCF pour une formation intelligente, lucide et critique du citoyen ?**

Le défi d'une école véritablement émancipatrice serait de permettre aux adultes demain de comprendre le monde pour pouvoir le transformer. Cela implique que les savoirs ne soient pas simplement transmis, mais que les élèves puissent les construire et les déconstruire ; qu'ils soient arti-

## « Imposer les "valeurs de la République" comme un catéchisme laïque, ce n'est sûrement pas former un citoyen émancipé ! »

transformer des sujets en citoyens, de permettre à chacun de prendre en main non seulement son destin, mais celui du pays. Ce défi est encore d'ac-

culés à des compétences permettant à chacun non de s'adapter au monde tel qu'il est, mais de le transformer ; qu'ils soient inscrits dans la cohérence

d'une culture pour développer chez chacun la capacité à réfléchir sur ses pratiques, à se former pour se transformer.

position de créateurs, en articulant formation disciplinaire et professionnelle, et en faisant une large place à la recherche disciplinaire et pédago-

enseignants prennent du recul sur leurs pratiques et les fassent évoluer... C'est pourquoi nous pensons nécessaire de prolonger la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans avec un droit à l'école dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent, d'augmenter le temps scolaire sans pour autant augmenter le temps de travail des enseignants en mettant en œuvre partout le « plus de maîtres que de classes » et de prévoir des temps de formation et de concertation dans le service des enseignants. ■

« Le défi d'une école véritablement émancipatrice serait de permettre aux adultes demain de comprendre le monde pour pouvoir le transformer. »

Cela nécessite non seulement une refonte des programmes, mais surtout de repenser la formation des enseignants, pour leur permettre de transformer aussi leurs pratiques. Une relance de la formation continue est essentielle. Dans la formation initiale comme dans la formation continue, il s'agit de mettre les enseignants en

gique. Les mouvements d'éducation nouvelle et populaire peuvent jouer un rôle moteur dans cette formation. Une telle transformation des contenus et des pratiques demande du temps : du temps pour que tous les élèves s'approprient des savoirs plus complexes ; du temps pour faire varier les activités ; du temps pour que les

\***Marine Roussillon** est membre de l'exécutif national. Elle est animatrice du secteur Éducation du Conseil national du PCF.

Propos recueillis par Pierre Crépel.

## QUELQUES MOTS PIÉGÉS AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Les écrivains des Lumières n'ont cessé de réfléchir à la langue, ce lieu d'expérience fondamental, cet espace unique de l'échange et de l'erreur, de la maîtrise et de la servitude ; la langue, ce moule premier de l'usage, où s'inscrivent toutes les conventions, tous les implicites d'une société, mais aussi cet espace essentiel de la liberté de penser et de l'exercice de l'esprit.

PAR **MARIE LECA-TSIOMIS\***

Une des entreprises des Encyclopédistes, de Diderot notamment, a été, dans ce grand Dictionnaire, de dévoiler les sens latents des mots, d'en indiquer les pièges liés à un usage social marqué, notamment, par la hiérarchie des castes de l'Ancien Régime. Prenons-en quelques exemples, parmi tant d'autres.

### BASSESSE, ABJECTION

Dans l'article consacré aux mots « Bassesse, abjection », Diderot met en évidence les rapports de classe sous-tendus par l'usage de ces termes :

« Observons ici combien la langue seule nous donne de préjugés [...]. Un enfant, au moment où il reçoit dans sa mémoire le terme *bassesse*, le reçoit donc comme un signe qui doit réveiller pour la suite dans son entendement les idées de défaut de

naissance, de mérite, de fortune, de condition, & de mépris : soit qu'il lise, soit qu'il écrive, soit qu'il médite, soit qu'il converse, [...] il croira penser autrement que tout le monde & se tromper, s'il ne méprise pas quiconque manque de naissance, de dignités, de mérite & de fortune ; et s'il n'a pas la plus haute vénération pour quiconque a de la naissance, des dignités, du mérite & de la fortune ; et mourra peut-être, sans avoir conçu que toutes ces qualités étant indépendantes de nous, heureux seulement celui qui les possède ! Il ne mettra aucune distinction entre le mérite acquis & le mérite inné ; & il n'aura jamais su qu'il n'y a proprement que le vice qu'on puisse mépriser, & que la vertu qu'on puisse louer. Il imaginera que la nature a placé des Êtres dans l'élévation, & d'autres dans la *bassesse* ; mais qu'elle ne place personne dans l'*abjection* [...] ; et faute de penser que ces autres sont pour la plupart injustes & remplis de préjugés, la différence *mal fondée* que l'usage de sa langue met entre

les termes *bassesse* & *abjection*, achèvera de lui corrompre le cœur et l'esprit.

Et je dis, moi, que les termes *abjection*, *bassesse*, semblent n'avoir été inventés que par quelques hommes injustes dans le sein du bonheur, d'où ils insultaient à ceux que la nature, le hasard, et d'autres causes pareilles n'avoient pas également favorisés ; que la Philosophie soutient dans l'*abjection* où l'on est tombé, et ne permet pas de penser qu'on puisse *naître* dans la *bassesse* ».

### INDIGENT

Qu'est-ce qu'un « indigent » ? Il est vrai qu'on entend rarement ce mot de nos jours : il fait peur, sans doute, dans sa crudité, et on lui préfère l'acronyme hypocrite : « SDF ». Quant aux dictionnaires contemporains, le Larousse ou le Robert, ils nous disent, à l'unisson, que l'indigent est celui « qui manque des choses nécessaires à la vie ».

Diderot, lui, en donnait une définition indéniablement plus abondante ►

► et surtout plus complète car référée à l'organisation politique, fondatrice de l'injustice sociale :

« Homme qui manque des choses nécessaires à la vie, au milieu de ses semblables, qui jouissent avec un faste qui l'insulte, de toutes les superfluités possibles. Une des suites les plus fâcheuses de la mauvaise administration, c'est de diviser la société en deux classes d'hommes, dont les uns sont dans l'opulence & les autres dans la misère. »

## CITOYEN

Rousseau nous offrira un dernier exemple : dans *Du Contrat social*, il s'arrête sur ce mot essentiel, Citoyen. Reprochant aux Français de se dire

« citoyens » alors qu'ils vivent sous un monarque et de confondre le mot « ville » et le mot « cité », il établit une définition rigoureuse axée sur l'être politique :

« Le vrai sens de ce mot s'est presque entièrement effacé chez les Modernes. La plupart prennent une Ville pour une Cité et un Bourgeois pour un Citoyen. Ils ne savent pas que les maisons font la Ville mais que les Citoyens font la Cité. » (*Du Contrat social*, L. I, chap. VI, n.)

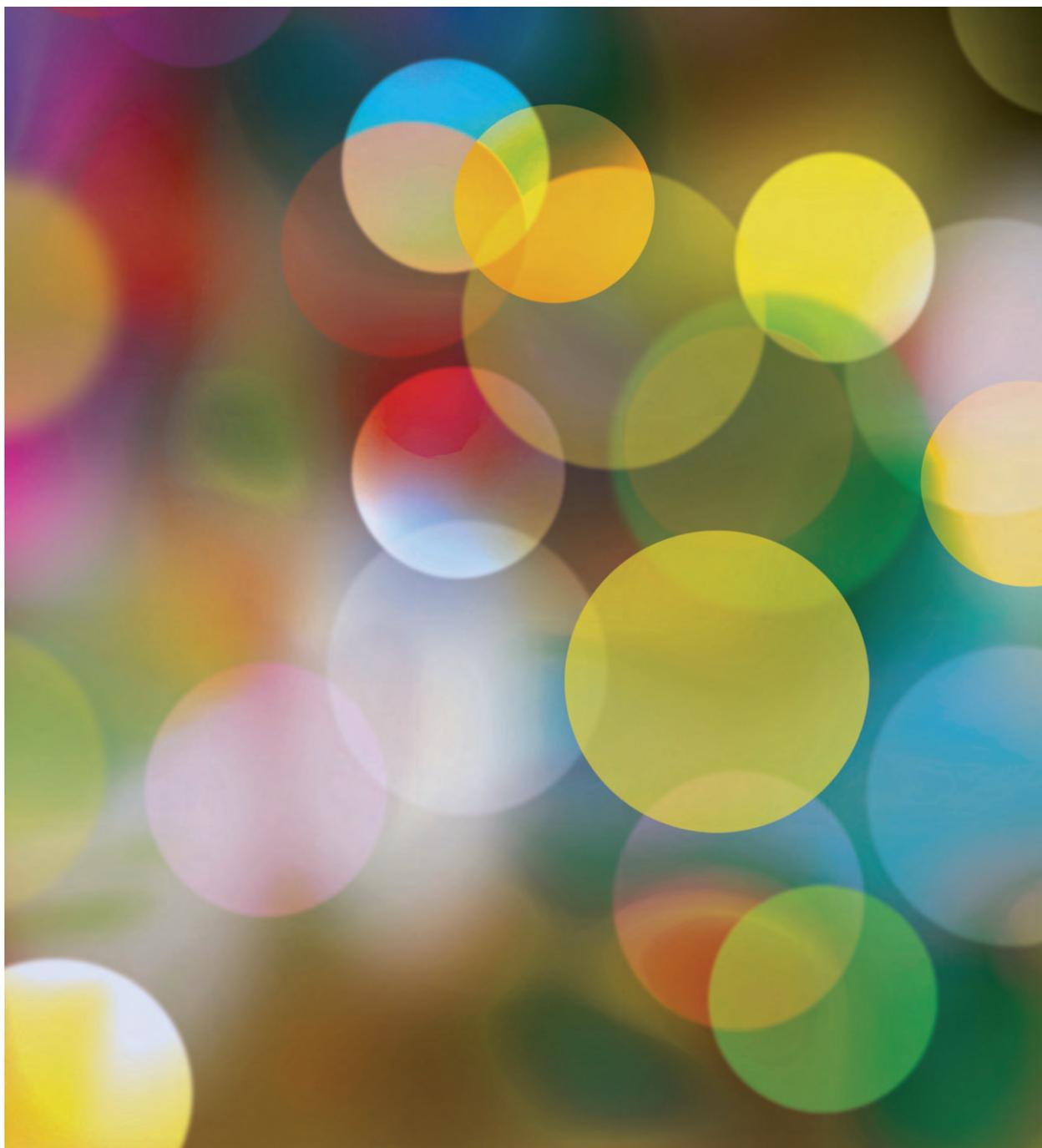
Rappelons enfin ces réflexions de Diderot, il y a environ 250 ans. Bien sûr, elles évoquent d'autres types de mystifications langagières, d'autres formes de langage de bois, d'autres

espèces d'aliénations ; ceci étant, on ne peut que mesurer leur actualité :

« Il faut apprendre aux peuples qui prononcent aujourd'hui comme il y a quatre cents ans, les mots de vice, de vertu, de rois, de prêtres, de ministres, de lois, de gouvernement, quelles sont les véritables idées qu'ils doivent y attacher. C'est de l'idiome d'un peuple qu'il faut s'occuper quand on veut faire un peuple juste, raisonnable et sensé. » (Lettre à Falconet, juillet 1767). ■

---

\***Marie Leca-Tsiomis** est professeur émérite de littérature française à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.



# LEXIQUE DE MOTS OUVERTEMENT PIÉGÉS

Il y a des expressions essentiellement forgées pour faire passer en douce un mode de pensée qui accepte (à l'insu de son plein gré ?) le système d'injustices et d'aliénations qui nous gouverne. On est alors enfermé, parfois sans s'en rendre compte, dans un labyrinthe dont toutes les issues sont bouchées. Voici quelques exemples.

## A

### Ajustement structurel (programme d')

Traduction hâtive de l'anglo-américain *structural adjustment*. Officiellement : prêts « accordés » par certaines institutions internationales (FMI et Banque Mondiale) à certains pays pauvres très endettés en contrepartie de certains efforts de leur part. Réalité : chantage exercé contre certains gouvernements et populations en grande difficulté pour les aligner sur les canons de l'ultra-néolibéralisme : réduction des dépenses sociales et services publics, privatisations, ouverture en grand des vannes pour les « investisseurs étrangers », transfert massif des revenus du travail vers le capital et la finance.

## B

### Bavures voir Frappes.

### Bobo

Abréviation de « bourgeois-bohème », pour désigner des gens relativement aisés (mais pas toujours), plutôt de gauche, urbains, vaguement écologistes et de préférence idéalistes (et souvent taxés d'hypocrites). Terme d'un journaliste américain conservateur modéré. Employé en général de façon péjorative pour casser ce qu'on appelait autrefois « l'alliance entre la classe ouvrière et les intellectuels ». En fait ces gens ne sont ni bourgeois (ils ne possèdent pas les moyens de production), ni vraiment « bohèmes ». Voir aussi « Classe moyenne ».

## C

### Charge sociale

Cotisation sociale, part de la valeur ajoutée qui va à la santé, aux retraites, etc. Le mot « charge » vise à évoquer une « tare » qui « pèse » sur le dynamisme nécessaire des entreprises. Voir *La Revue du Projet*, n° 24, février 2013.

### La classe moyenne

Façon de mettre dans le même sac la plupart des riches et la plupart des pauvres, indépendamment de toute analyse

de leurs places vis-à-vis de la propriété des moyens de production, de la finance et des destinations des bénéfices. L'article défini singulier « la » n'est pas le moins piégé dans cette expression. Voir *La Revue du Projet*, n° 24, février 2013.

### La classe politique

Façon de mettre dans le même sac les élus du peuple, qui font leur travail lors de mandats limités, et des politiciens professionnels issus de l'ENA, de Sciences Po, et ayant toujours vécu dans des milieux bien à part.

### Collaborateur

On dit aussi « associé », « équipier », « opérateur », etc. C'est une façon flatteuse et pas chère de ne pas dire « ouvrier » et surtout de casser la solidarité ouvrière. Une femme de ménage est appelée une « technicienne de surface » (voir plus loin l'article de Martin Thibault).

### Confort (médicament de)

Médicament que les autorités veulent cesser de rembourser, même s'il est indispensable pour atténuer la douleur. Comment en effet oser justifier que soient payés à quelqu'un, par la collectivité, des produits analogues aux chaises longues, aux édredons et aux jacuzzis ?

## D

### La Défense, le ministère de la Défense

C'est ce qu'on appelait autrefois plus sincèrement le ministère de la Guerre, puis de façon assez neutre le ministère des Armées. Un pays comme les États-Unis, qui, de toute son histoire, n'a jamais été attaqué par aucune armée étrangère et a mené des guerres extérieures dans une centaine d'autres, n'a qu'un ministère de « la Défense », certainement pas de « l'Attaque ».

### Devoir (verbe)

« Mot-fouine » qui change insidieusement le sens de la phrase. Exemple : lors de cette manifestation, le gouvernement « a dû » faire appel aux forces de « l'ordre » (= il a envoyé les flics tabasser les manifestants, souvent sans raison particulière).

### Diversité. Issus de la diversité

Les Noirs, les Arabes (voire les Berbères), les Roms, les Juifs, les Asiatiques, les homosexuel(le)s, les hermaphrodites ou soi-disant tels, parfois même les femmes, les tétraplégiques, les trisomiques 21, etc. Les « hommes blancs », quant à eux, sont donc issus de l'uniformité. ►

# E

## L'État-providence

La sécurité sociale, les bureaux de poste des villages, les tarifs réduits dans les transports, les HLM, pire encore tout ce qui est gratuit (sauf la pub), etc. Le mot « Providence » laisse entendre que c'est tombé du ciel et immérité, que cela transforme les gens en « assistés » plus ou moins oisifs qui n'auraient même plus intérêt à se prendre en main (voir plus loin l'article d'Anne Fretel).

## Excellence

Mot dégoulinant de modestie qui doit faire fureur dans les universités, tout laboratoire est sommé de démontrer son « excellence » (c'est-à-dire sa supériorité par rapport aux autres), sinon les crédits lui sont coupés. Il y a les pôles d'excellence, les LABEX, les IDEX, bref la concurrence doit être partout. L'excellence est mesurée par des critères quantitatifs réputés « objectifs » (nombre de publications, facteur h, note A+, etc.) qui, en fait, favorisent souvent ceux qui sont dans le moule et dans les bons réseaux.

# F

## Frappes

Bombardements autant de populations civiles que d'objectifs militaires. Ces frappes sont « ciblées » (mais ratent souvent leurs cibles) et « chirurgicales ». Elles ne visent que les « terroristes ». Les morts des « femmes, enfants et vieillards » sont alors des « bavures ».

# I

## Intégration

L'intégration des immigrés et de leurs descendants laisse entendre que ceux-ci arriveraient sans talent, sans valeur et sans vertu, avec leurs tares ou leurs défauts de civilisation, et que la seule issue positive pour eux consisterait à tout abandonner de leurs « identités » pour se fondre dans la civilisation supérieure qui daigne les accueillir.

# L

## Le, la, l'

Article défini visant subrepticement à faire passer pour unique ce qui est divers. Par exemple, « la » fraude dans le bus, pour celui qui n'a pas les moyens de payer des transports de plus en plus chers, est mise sur le même plan que la fraude fiscale par milliards aux Bahamas, au Liechtenstein, etc. des princes de l'argent. Autre exemple, « la » croissance, où on ne dit pas de quoi. « La » gauche, tantôt pour désigner le PS et faire comme si le reste de la gauche n'existait pas, tantôt pour englober la gauche combative dans l'opprobre face à l'impopularité du PS.

## Libéral

Dans le Larousse du XIX<sup>e</sup> siècle, partisan de la liberté. Mais aujourd'hui, un capitaliste se proclame libéral ; Giscard se disait « libéral avancé », etc. L'adjectif a été en général repris par les journalistes pour désigner le capitalisme à l'état sauvage et dérégulé, où plus rien ne serait « hors du marché ». Milton Friedman (conseiller de Pinochet) regrettait qu'en américain « liberal » ait gardé son sens de tolérant, ouvert, progressiste. « Ultralibéral » est moins trompeur, puisque, au-delà de la liberté, il y a la licence ! Voir *La Revue du Projet*, n° 43, janvier 2015.

# M

## Mérite (au)

Les bourses de telle filière ne seront plus données « sur critères sociaux » mais « au mérite ». Lire : en fonction des notes obtenues, car il est clair que celui qui est issu d'un milieu de culture et d'argent a bien autant de mérite à avoir une bonne note que celui qui vit dans une famille nombreuse immigrée avec parents au chômage et ne connaissant pas le français.

## Mille-feuille

Terme de pâtisserie utilisé pour supprimer les communes, les départements. On a créé des structures plus grosses et plus technocratiques, intermédiaires, et ensuite on dit qu'il y en a trop, donc on est sommé de se débarrasser de celles qui ont des élus jugés trop proches des préoccupations populaires.

# O

## Opérateur

Voir Collaborateur

# P

## Partenaires sociaux

MM. Bouygues, Dassault, Bolloré, Gattaz joueraient à la belote avec les syndicats. Les intérêts des uns et des autres seraient convergents et ne demanderaient que quelques ajustements techniques, sans problème, du moins si les syndicats étaient de bonne volonté. Voir *La Revue du Projet*, n° 24, février 2013.

## Plan social

Plan de licenciement. Le volet « social » signifie que ce sont les contribuables et non les patrons responsables qui sont appelés à amortir légèrement le choc pour les victimes.

# R

## Ressources humaines

Êtres humains considérés uniquement en fonction de ce qu'ils peuvent rapporter au patronat. Voir aussi « Capital humain » dans *La Revue du Projet* n° 24, février 2013.

# S

## Les Sages

Hommes politiques et hauts fonctionnaires (membres du Conseil constitutionnel et de la Cour des comptes) n'ayant jamais connu la faim ni le froid et qui décident froidement quels comptes et quelles règles il faut choisir parmi tant d'autres possibles dont on feint d'ignorer l'existence.

## Sécuritaire

Répressif. Ainsi, la mise au pas des rebelles, des syndicalistes, de ceux qui aident les sans-papiers n'aurait pour objectif que d'assurer la « sécurité » des citoyens tranquilles et honnêtes. Alors que les gouvernants capitalistes ont besoin d'un certain matelas minimum d'insécurité pour justifier leur appareil répressif, ils font croire qu'ils recherchent avec désintéressement la sécurité de tout le peuple.

# T

## Tabou

Dans le nouveau vocabulaire de la droite et du PS, « lever un tabou », c'est s'attaquer aux secteurs qui étaient jusqu'ici plutôt protégés des vautours, afin de les remettre au « marché » : services publics, éducation, santé, logement social. De même, libérer la parole, c'est en général ouvrir les vannes du racisme, de la xénophobie, de la haine de l'autre (en ménageant le CAC 40 et la finance internationale), c'est rendre fréquentable l'extrême-droite.

## TER

Vous croyez que ça veut dire « trains express régionaux », mais non, c'est « transports express régionaux » et la SNCF est devenue, et de très loin, la première compagnie de transport routier française. Elle a fait aussi main basse sur des sites de covoiturage, ainsi propose-t-elle aux jeunes et aux pauvres des voyages bien moins chers que le train (certes bien plus risqués) : pas d'investissement, pas de personnel, pas de frais de fonctionnement, uniquement des travailleurs bénévoles, et elle empoche une ristourne !

## Le terrorisme, les terroristes

Désigne, pêle-mêle, les assassinats perpétrés par des intégristes, un œuf jeté par un syndicaliste sur un mur d'un bâtiment du MEDEF, un parti qui lutte contre une occupation étrangère ou une dictature (ex. le PKK), etc. Le « terrorisme » n'a jamais de cause profonde, il faut le combattre, sans l'analyser, sinon on est « complice » ou « angélique ».

## Tolérance zéro

Expression venant d'une loi du New Jersey en 1973 ; s'applique aux petits actes de délinquance, au resquillage dans le métro, à l'incivilité des jeunes (surtout « issus de l'immigration ») ; ne s'applique pas aux non-versements de cotisations sociales par les patrons, aux évasions dans les paradis fiscaux, aux violations des règles internationales par les États-Unis, Israël, etc. dans leurs colonies : dans ce cas, on leur demande poliment de ne pas exagérer.

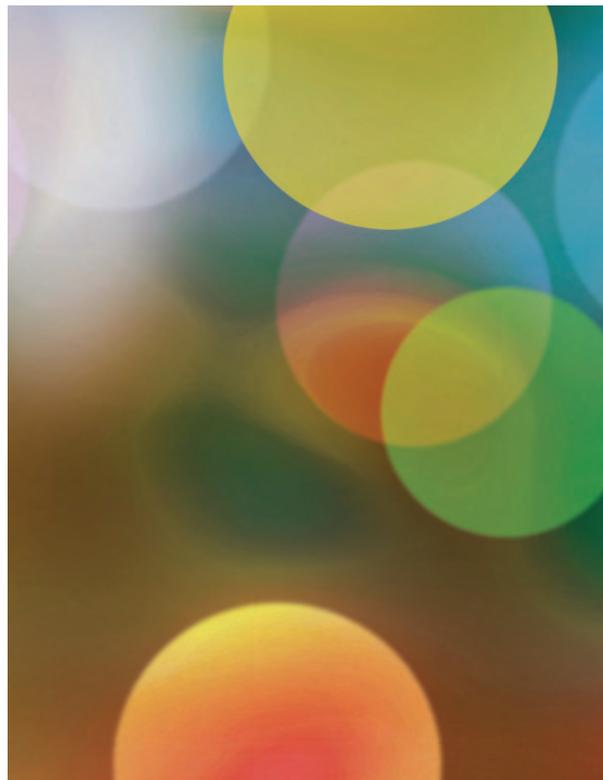
## Totalitaire, totalitarisme

« Totalitario » fut créé dès 1923 pour désigner le régime fasciste de Mussolini et adopté en italien tant par ses opposants que ses partisans. Il désigna rapidement aussi le régime nazi et plus généralement tout régime dans lequel l'État tend à confisquer la totalité des activités de la société. En 1951, Hannah Arendt, dans *Les origines du totalitarisme*, associa nazisme et stalinisme dans ce même concept. On oublie souvent de dire qu'en 1966, dans sa réédition, elle considérait que son interprétation ne s'appliquait pas plus aux successeurs de Staline qu'à son prédécesseur. Profitant des erreurs et des crimes commis dans certains pays dirigés par des partis dits communistes, la propagande occidentale de guerre froide en fit une façon de désigner ensemble et sans distinction les communistes et les nazis, avec comme but essentiel de discréditer les régimes qui n'acceptaient pas les règles du jeu capitaliste. Communisme et nazisme sont d'ailleurs rangés sur les mêmes rayons dans les centres de documentation.

# Z

## Zéro

voir Tolérance zéro



# LEXIQUE DE MOTS GLISSANTS

R  
E  
S  
S  
O  
D

Il est bien normal que, selon ses idées politiques et sociales, on ne donne pas le même contenu à la liberté, à la démocratie, à l'économie, à la sécurité, à la justice, à la paix. Si le débat a lieu cartes sur tables et dans la clarté, il est sain. Au-delà des mots franchement piégés, sournois, forgés pour tromper, il en existe d'autres générateurs de quiproquos, d'ambiguïtés, de confusions. Ils sont passés dans le langage courant, il vaut quelquefois mieux les éviter, mais, quand on est obligé de les employer, autant expliciter le sens qu'on y met. Ces mots comportent des enjeux de classe importants. Voici quelques exemples.

A

## Aisé

voir Modeste

## Archaïque, archaïsme

Ancien, vieilli, dépassé, à supprimer au nom de la « modernité ». Depuis les années 1980, ne concerne plus l'esclavage, la famine en Afrique ou en Asie, la tuberculose, etc., mais les emplois de titulaire, les services publics, les conventions collectives, les prud'hommes, bientôt les retraites et les congés payés ?

## Austérité

voir Rigueur.

C

## Compétitif, compétitivité

Personne n'aspire à être dépassé par les événements, à proposer des marchandises à des prix exorbitants, ou à faire faillite ; il est donc évident qu'on doit être « compétitif ». Mais ce mot-valise est devenu prétexte à comparer et noter tout (le *benchmarking*), pour peser sur les salaires, abaisser les normes sociales et environnementales, mélanger finance et production...

## Complot

Il y a bien entendu de vrais complots de malfaiteurs, mais il y a aussi des négociations ultra-secrètes dont on n'a pas le droit de connaître le contenu avant que tout soit ficelé, par exemple le traité de libre-échange transatlantique (ou TAFTA). Mais « la théorie du complot », c'est autre chose, c'est faire croire que des groupements clandestins et mystérieux (éventuellement juifs, jésuites ou francs-maçons) monteraient de toutes pièces des « coups » ou de fausses informations (l'attentat contre Charlie serait imaginaire). Pour certains journalistes et politiciens, dénoncer les conditions de négociation du TAFTA serait assimilé à une variante de « la théorie du complot ».

## Conflit

C'est parfois effectivement un désaccord plus ou moins violent, mais il s'agit souvent d'une guerre d'agression d'un pays puissant contre un pays pauvre. La symétrie ainsi rétablie donne une apparence de neutralité. Exemple : « le conflit israélo-palestinien ». On peut évoquer aussi « les événements » d'Algérie entre 1954 et 1962, « le problème » chypriote en 1974, etc.

## Coopération

Qui pourrait être contre ? Pourtant, « la coopération », c'est en général la politique néocoloniale dans les pays qui venaient d'obtenir formellement leur indépendance politique (mais non économique) vers 1960. Dans les années 1970, les journaux satiriques disaient que c'était « prendre aux pauvres des pays riches pour donner aux riches des pays pauvres » (sans oublier les retombées positives pour les riches des pays riches).

## Croissance

On dit « la » croissance, mais on ne dit pas de quoi. En général, il s'agit de celle du produit intérieur brut (PIB), qui compte de la même façon toutes les activités, utiles, inutiles, nuisibles. Le terme est souvent agité de façon magique : « un point de croissance génère tant d'emplois ». Face aux gaspillages et à la finitude des ressources, divers mouvements ont proposé une politique de « décroissance » en précisant souvent de quoi, mais l'expression globale « la » décroissance porte un risque de confusion avec les régressions ou l'austérité.

D

## Décroissance

voir Croissance.

## Développement

Terme qui veut à peu près tout dire. On parlait autrefois de « pays sous-développés », puis de « pays en voie de développement ». Permettre à des populations qui en étaient dépourvues d'avoir l'eau courante, des écoles ou des hôpitaux, n'est pas répréhensible. Pratiquer la déforestation à outrance pour imposer des monocultures d'OGM au pro-

fit des multinationales, est-ce du développement ? L'expression « développement durable » n'a pas le même sens pour tout le monde.

# E

## Expert, expertise

Évidemment, pour parler de quelque chose, il vaut mieux l'avoir étudié, qui donc voudrait ne pas consulter les gens les plus compétents sur le sujet, les « experts » ? Mais, en général, l'expertise n'est pas neutre, même dans les sciences physiques (pensons au nucléaire, aux OGM) ; elle l'est encore moins en économie, en politique, en droit : on invite alors, dans les médias, des « experts » bien choisis, en omettant de signaler qu'il y en a d'autres, tout aussi experts, qui démontrent des points de vue opposés.

# G

## Gratuit(s)

Ce qui est indispensable à la vie en société doit être accessible à tous, par exemple l'information, mais celle-ci nécessite un travail forcément payé par ailleurs. Les « gratuits » (*20 minutes*, *Métro*, *Direct matin*...) sont payés par la publicité, laquelle entre dans le prix des marchandises qu'elle pousse à acheter, donc les journaux gratuits sont payés par les gens, y compris ceux qui les lisent ; bien entendu, ils ne sont pas neutres et véhiculent pour l'essentiel l'idéologie chère à leurs propriétaires, les Bolloré, Bouygues, etc.

# I

## Identité

Mot utilisé à tort et à travers. Comme les êtres humains sont à la fois tous pareils et tous différents, on peut cultiver telle ou telle singularité ou personnalité (linguistique, culturelle, religieuse) sans s'opposer bêtement aux autres ou au contraire de façon haineuse. « L'identité nationale » sert surtout à réprimer les immigrés.

## Investissement

Désigne, pour certains, l'argent servant à acheter de nouvelles machines, à promouvoir les inventions, la formation ; pour d'autres, celui placé en Bourse ou dans la spéculation.

## Islamique, islamiste, islamiste modéré, islamiste radical, musulman, anti-islamique, anti-islamiste, islamophobe, etc.

Les dictionnaires reconnaissent que les sens de ces mots, dans le langage courant, changent en permanence. Habituellement, ceux qui pratiquent l'islam sont appelés les musulmans, et ce sont plutôt les intégristes, les politiciens, voire les fanatiques qui sont nommés « islamistes ». Beaucoup de gens confondent la lutte contre les intégristes

et celle contre la foi de l'islam, voire contre « les Arabes » en général (même si la plupart des musulmans sont asiatiques, noirs africains, berbères, etc.). Donc mieux vaut expliquer clairement de quoi on parle. Voir *La Revue du Projet* n° 47 (mai 2015).

# J

## Juif, Israélien, israélite, sioniste

En principe, les trois derniers sont assez clairs. Les Israéliens sont les habitants d'Israël (ce qui comprend de nombreux Arabes, et pas seulement dans les territoires occupés) ; les israélites pratiquent la religion de ce nom ; les sionistes veulent une installation des juifs d'un peu partout en Israël (souvent en chassant les Palestiniens). Définir les Juifs est plus délicat. Hitler avait des définitions délirantes et macabres. Netanyahu en a une autre, également raciste...

# L

## Laïcité

Rien de plus simple, chacun a le droit de croire ce qu'il veut, mais l'État ne reconnaît, ne soutient et ne finance aucun culte. Pourtant souvent, la laïcité est confondue avec l'anticléricalisme (lequel combat, avec plus ou moins de finesse, soit les Églises, soit les religions, ce qui n'est pas la même chose), voire – dernier avatar – avec la stigmatisation des musulmans en général. D'autres courants, au nom d'une « laïcité ouverte » ou d'une « laïcité positive » cherchent à réintroduire en contrebande le primat du curé, du rabbin ou de l'imam sur l'instituteur (le dossier de la revue en décembre 2015 sera consacré à ce sujet).

# M

## Management

Mot anglais qui vient du vieux français « mesnager », tenir les rênes d'un cheval. Aujourd'hui, vague synonyme du verbe « gérer », lui-même employé à toutes les sauces (on « gère » sa vie, ses relations, etc., voire on « gère » tout court), et suggère en particulier que toute organisation humaine (collectivité ou services publics en particulier) devrait être administrée comme une firme privée à but lucratif. L'inverse serait peut-être préférable...

## Modernité

voir Archaïsme.

## Modeste

Une personne de condition « modeste » est peu riche mais pas miséreuse, une personne « aisée » est assez riche mais pas trop. Jusque-là, rien de bien surnois, mais de nombreux politiciens, journalistes et gens d'affaires utilisent ces adjectifs pour refuser les allocations familiales, la gratuité de l'école ou de la santé à ceux qui ne sont pas vraiment pauvres. D'un autre côté, opposer les « modestes » aux « aisés », c'est aussi détourner le regard des vrais profiteurs.

## Mutuelle

C'est, en principe, une banque ou une assurance sans but lucratif, fonctionnant de manière participative avec des règles démocratiques, avec un objectif social ; mais, de plus en plus souvent, le mot est détourné pour présenter sous un jour sympathique des compagnies privées à but très lucratif, vautours qui se jettent sur les lambeaux des services publics décapités ou dévitalisés.

## P

### Politiquement (in)correct

Anglicisme, qui s'est répandu en France à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et veut dire à peu près tout et son contraire. Pour des gens de gauche, il s'agit de dénoncer les euphémismes, les faux-fuyants, le conformisme ; pour ceux de droite, ce sont les acquis sociaux et certains droits qui sont en ligne de mire ; pour d'autres, cette expression sert surtout à se singulariser par telle ou telle provocation.

### Populaire, populiste

Le premier est plutôt connoté positivement, bien qu'il soit très vague ; le second a eu un sens variable : en Amérique du sud, il a qualifié autant les très ambigus Juan et Eva Peron (en Argentine) que Vargas (au Brésil) relativement à gauche (surtout comparé aux dictatures sanglantes ultérieures) ; chez nous, il sert souvent à désigner l'extrême droite nationaliste et « beauf », mais aussi à suggérer une communauté de vues entre celle-ci et la gauche combative (Mélenchon = Le Pen !!!). Voir *La Revue du Projet*, n° 24, février 2013.

## Pragmatique, pragmatisme

S'oppose à irréaliste, rêveur. Être efficace, avoir le sens du but, c'est évidemment une qualité, mais ces mots sont souvent utilisés pour justifier l'absence d'idéal, de principes, voire de scrupules ; les courants dominants du PS l'invoquent pour faire passer leur ralliement aux critères du monde des affaires. Voir *La Revue du projet*, n° 42, décembre 2014.

## Progrès

Qui pourrait prôner la régression ? Il faut clairement se prononcer pour le progrès, mais le progrès de quoi ? Le progrès scientifique, le progrès technique, celui des mœurs, de la liberté, « le progrès de l'esprit humain » ? Tout cela ne va pas automatiquement de pair, comme l'ont montré les débats entre Voltaire, Rousseau et autres figures des Lumières, ou ceux sur le scientisme aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Rien ne dispense de considérer la question au concret.

## Projet

Qui pourrait vivre sans projets ? Construire, aspirer à autre chose, avoir de l'imagination, quoi de mieux et de plus naturel ? Mais le mot a été détourné pour habituer les gens à ce qu'ils n'aient « droit » à rien et que tout se négocie avec les autorités et les pouvoirs. Ainsi a-t-on dit aux universitaires qu'il fallait « passer du réflexe des crédits à la culture du projet ». Décrypté : vous (les petits « pavloviens » qui n'avez ni maîtrise de l'intérêt général, ni conscience professionnelle), vous n'avez intrinsèquement droit à rien ; si vous voulez un peu d'argent pour travailler, rédigez des rapports, proposez des montages, mendiez et nous (les politiciens et les hommes d'affaires cultivés et connaisseurs des grands enjeux de société), nous déciderons en fonction de nos critères (voir l'article de Franck Lepage).

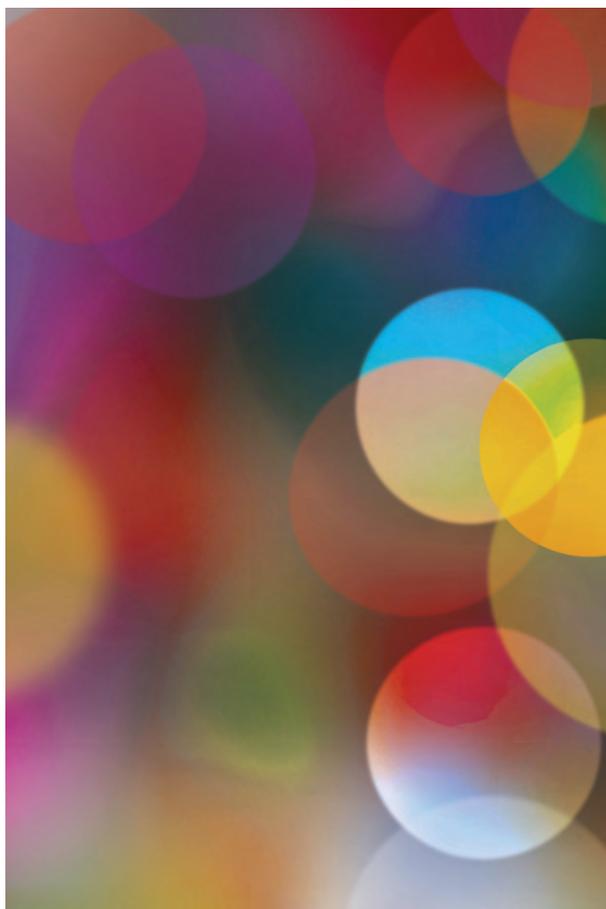
## R

### Radical

Qui va à la racine des problèmes. Mais en France le parti radical « valoisien », c'est la droite plus ou moins centriste ; les radicaux de gauche, c'est la droite de la gauche molle ; la gauche radicale signifie au contraire la gauche de la gauche (aussi bien en France qu'aux États-Unis) ; autrefois un « radical », c'était souvent un conservateur qui n'allait pas à la messe ; l'islamisme radical, ce sont les intégristes fanatiques.

## Rigueur

Évidemment, il en faut, personne ne peut accepter trop de laxisme, ni un manque de rigueur intellectuelle. Ce mot a été mis à la mode par le gouvernement Mauroy dès mai 1982 en prélude à son tournant définitif et plus accentué de 1983. À l'époque le mot « austérité », qui visait les pauvres et non les riches, avait mauvaise presse et caractérisait la politique anti-sociale des gouvernements précédents Giscard-Barre, alors il a fallu en trouver un autre moins connoté, pour dire la même chose.



# VERS UNE CONTRE-OFFENSIVE : DES ATELIERS DE DÉSINTOXICATION DU LANGAGE ?

Chacun a entendu parler des « conférences gesticulées » de Franck Lepage et de ses « ateliers de désintoxication du langage », où il ridiculise et décrypte les mots fourbes des politiciens et des dominateurs. Pourquoi et comment les mettre en place ?

PAR **FRANCK LEPAGE\***

Ce que nous appelons « langue de bois », est une langue que nous n'utilisons pas dans la vie quotidienne. Lorsque nous invitons des amis à dîner, nous ne leur proposons pas de faire une soirée de lien social, ou un couscous interculturel. Cette langue structure nos relations

coordonnée, et surtout financée par la grande industrie, on travaille à faire passer dans les opinions publiques internationales, le projet fou et totalitaire de privatisation de la totalité des fonctions collectives. Ce projet naît dans l'immédiat après-guerre, autour de ce que l'on appelle l'école de Chicago, pour contrebalancer les politiques économiques keynésiennes basées sur de forts services

• Dans les années 1970, une première déclinaison se développe sous la théorie de la « gestion axée résultat » (GAR), qui consiste à dépolitiser complètement les problèmes, et à les énoncer d'une façon technique.

• Enfin, dans les années 1980, la « méthodologie de projet », traduction concrète des deux premières vagues, arrive. Le *projet* transforme tout ce qu'il touche en marchandises à l'insu de ceux qui, en toute bonne foi, pensent utile de planifier leur action, d'en prévoir le résultat et les étapes intermédiaires. En interdisant l'erreur, l'échec, le tâtonnement et l'expérimentation, le projet tue le désir. Il fabrique un produit.

Sur pression des États-Unis, au nom de la gestion axée résultat, l'ONU a modifié l'article 1 de sa charte. Il ne s'agit plus de la réduction des « inégalités » (objectif politique) dans le monde, mais de la réduction de la « pauvreté » (objectif technique) dans le monde, ce qui peut se réaliser en augmentant les inégalités. L'action internationale s'est traduite par huit objectifs concrets : les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Par exemple l'objectif de la réduction des inégalités hommes femmes, devient celui de la scolarisation de toutes les filles en primaire à l'horizon 2020. On voit bien, dans le cas de l'Arabie Saoudite où les filles sont scolarisées massivement dans le supérieur, que cela n'a aucune espèce d'incidence sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes dans ce pays. Dans les ateliers de désintoxication, nous prenons chacun de ces mots, et nous en décortiquons la manipulation. *Transparence, traçabilité, compétences, excellence, mutualisation, partenariat, développement, territoire, lien social, évaluation, objectifs*, sont des mots qui nous empêchent de penser. Il s'agit de comprendre collectivement comment ils organisent notre soumission à l'autorité, et nous aliènent, ce qu'ils remplacent, et de remettre le vocabulaire à sa juste place. Que signifie d'appeler « partenaire » une mairie qui ►

« Pour détruire le syndicalisme (préoccupation du CNPF après 1968), il fallait rendre imprononçable – et donc impensable – la notion de métier (savoir-faire collectif), et la remplacer par la notion de compétence (savoir-être individuel). »

institutionnelles (CAF, Pôle emploi, etc.), nos relations politiques (l'interdiction faite à l'INSEE en 2008 par la cellule de communication de l'Élysée d'utiliser le terme de « récession » et l'obligation d'utiliser « croissance négative ») et surtout nos relations professionnelles ; elle modifie notre rapport au travail et le sens de nos métiers, comme l'a imaginé le patronat français à partir de l'année 1971 avec l'aide linguistique des Américains, venus expliquer – par exemple – que pour détruire le syndicalisme (préoccupation du CNPF après 1968), il fallait rendre imprononçable – et donc impensable – la notion de métier (savoir-faire collectif), et la remplacer par la notion de compétence (savoir-être individuel).

Cette langue est imaginée scientifiquement dans des *think-tanks* (laboratoires d'idées) : la fondation du Mont Pèlerin à Lausanne, l'institut Adam Smith, ou l'OCDE à Paris... (lire à ce propos le livre de Keith Dixon, *Les évangélistes du marché*, Collection Liber Raisons d'agir). Dans des lieux qui travaillent à la manipulation du langage dans une visée politique

publics, des politiques sociales redistributives, la création de la sécurité sociale, la généralisation des retraites, le statut de la fonction publique, les conventions collectives, les grandes nationalisations... On peut en voir aujourd'hui la plus effrayante expression dans le traité constitutionnel européen, refusé par référendum et imposé par la force : la notion même de « concurrence libre et non faussée » est l'expression d'une pure et simple destruction de ce qui fait civilisation entre nous (nous avons retiré au marché ce que nous considérons comme des fonctions collectives devant être assumées collectivement). C'est pourquoi il est temps de lancer une contre-offensive et c'est ce que nous faisons dans les ateliers de désintoxication de la langue de bois.

## LES TROIS PHASES DE L'OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE

• Dans les années 1950, apparaît la théorie de la « rationalisation des choix budgétaires », qui repose sur l'idée apparemment logique qu'il ne faut pas gaspiller l'argent public – nous serons tous d'accord avec cette idée.

► finance une association et est en position de donneur d'ordre ? d'appeler « collaborateur » un salarié engagé dans un rapport de subordination ? Les neuro-linguistes savent que, lorsque des termes sont opposés à l'intérieur du même oxymore, tel que « croissance négative », « frappes chirurgicales », ou « égalité des chances », le cerveau humain décide de ne retenir que le mot positif. Il s'agit donc alors, dans notre tête, de croissance et non de récession, de soigner et non de tuer, d'égalité et non de chances.

**LES PRINCIPALES CATÉGORIES DE LA LANGUE**

- Les euphémismes : on ne dit plus un « handicapé », mais une « personne à mobilité réduite », faisant ainsi disparaître la dimension sociale du handicap au profit d'un simple problème technique. On ne dit plus un « nain », mais une « personne de petite taille ». Il serait alors logique de cesser de parler des « socialistes », mais plutôt de parler des « personnes de petites convictions ».
- Les antiphrases, tel que « plan de sauvegarde de l'emploi » pour un licenciement collectif.
- Les enjoliveurs tels qu'« hôtesse de caisse » à la place de caissière.
- Les anglicismes comme *coach* à la place de contremaître.
- Les sigles tels que les TS au lieu de suicide, RGPP au lieu de suppressions de fonctionnaires.
- Les hyperboles comme la « désinflation compétitive » pour le gel des salaires.

- Les pléonasmes comme « démocratie participative », ou « lien social ».
- Les oxymores tels qu'« égalité des chances », etc.

**LUTTER CONTRE CE LANGAGE**

Ces mots ont pour fonction de dissimuler une hiérarchie, de faire croire à une fausse égalité. Ils nous interdisent de penser les rapports sociaux de domination. Il devient difficile de résister au dominateur en question. Il est consternant d'entendre chaque

force. C'est ce que nous mettons en œuvre dans nos ateliers.

Il est aujourd'hui urgent de lutter contre ce langage. C'est difficile parce qu'il se présente sous les auspices du bon sens, parce qu'il recourt à un vocabulaire positif tel que Georges Orwell l'avait dessiné dans son roman *1984*, vocabulaire qui, en éliminant toute possibilité de désigner négativement un problème, fait disparaître la possibilité d'en nommer

« Un vocabulaire qui, en éliminant toute possibilité de désigner négativement un problème, fait disparaître la possibilité d'en nommer et donc d'en travailler les contradictions »

matin sur une radio de service publique telle que France Inter, que « selon les experts de l'OCDE (sic), le coût du travail est trop cher en France ». Nous ne pouvons pas compter sur les médias pour nous défendre, il faut nous défendre nous-mêmes. Nous devons refuser à l'école le « livret personnel de compétences » pour nos enfants. Nous devons refuser dans l'entreprise les « entretiens annuels de progrès ». Mais pour pouvoir les refuser, il nous faut repenser quoi mettre à la place. Cela ne peut se faire que collectivement. Individuellement ce langage nous aliène d'une façon plus efficace qu'une répression par la

et donc d'en travailler les contradictions. Si on ne peut plus travailler les contradictions, on n'est plus en démocratie, car la démocratie est précisément le travail des contradictions. Nous sommes tous experts de ce langage. Mobilisons notre intelligence collective. ■

\***Franck Lepage** est militant d'éducation populaire, co-fondateur de la SCOP Le Pavé.

**COMMENT RENDRE INVISIBLE LA DIFFÉRENCE ENTRE LE PUBLIC ET LE PRIVÉ**



Regardez ces deux inscriptions : même graphisme, même message central : « Grand Lyon, communauté urbaine ». Mais celle de gauche est une camionnette de la collectivité, la seconde d'une entreprise privée (Véolia, est-il écrit sur la portière de côté). Ainsi Véolia est-il paré du prestige désintéressé du public avec la bénédiction de M. Collomb. Il n'y a pas de « mensonge » et ça coûte moins cher qu'une campagne de pub.

# LE PARLER CREUX DU PS

Une certaine vacuité du discours officiel est un élément important de la crise de la politique, laquelle est aussi une crise du langage politique, trop souvent un langage vide de sens, une langue morte. Vide et creux, mais évidemment pas sans orientation politique...

PAR **GÉRARD STREIFF\***

**E**n écoutant parfois le premier ministre, le Président également, on pense au spectacle de Franck Lepage, La langue de bois décryptée avec humour (voir l'article précédent). Comme dans un jeu de bonneteau, le militant-acteur propose au public une dizaine de mots-valises, qu'il mélange en tous sens pour improviser, à diverses reprises, un égal galimatias politicien. François

(avant Tsipras). Mais ce faisant, ils ont recours à des mots qui n'ont plus grand sens, qui ne parlent plus aux gens et qui effacent de l'imaginaire toute référence de gauche.

Cette démarche se retrouve dans de nombreuses interventions de Manuel Valls. Même dans son allocution devant l'Assemblée Nationale du 16 septembre 2014, où, pourtant, il s'efforçait de politiser sa parole et de donner des gages de gauche à ses députés perplexes. Mais, comme si son naturel revenait au galop, on

faut utiliser toutes les flexibilités du pacte de stabilité [...] », « une politique globale de la demande [...] », « vous avez engagé le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et le pacte de responsabilité et de solidarité et ces dispositifs commencent à produire leurs effets [...] », « le pacte est là pour créer des marges de manœuvre [...] », « le crédit impôt recherche, le programme d'investissement d'avenir, la BPI ont fait leurs preuves [...] », « réformer, c'est simplifier les normes... », etc.

« La gauche social-démocrate n'a plus de mots pour raconter l'Histoire. »

Hollande, Manuel Valls donnent souvent le sentiment de pratiquer une langue de bois au vocabulaire limité, qu'ils alignent dans un ordre légèrement différent selon l'assistance. Le premier ministre, pourtant, lorsqu'il arriva à Matignon aux lendemains de catastrophiques élections municipales, déclara devant l'Assemblée nationale, le 8 avril : « Beaucoup de nos compatriotes n'y croient plus. Ils ne nous entendent plus. La parole publique est devenue pour eux une langue morte. » Bien vu. Au même moment, sur le même sujet, le nouveau premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, faisait mine de gronder : « Je demande aux socialistes de faire un effort : le jargon technocratique, ça suffit ! » Bravo ! Claude Bartolone ne disait pas autre chose en critiquant la « gestionnisme aiguë » de nombre de ses compères. Mais ces autocritiques et mises en garde ont-elles servi à quelque chose ? À l'Élysée, à Matignon, dans les ministères, tout ce petit monde a replongé avec délice dans une phraséologie techniciste et (apparemment) dépolitisée. Réflexe de technocrates ? Sans doute. Volonté de parer la réalité d'une illusion de scientificité ? Aussi. Soumission à une doxa européenne ultralibérale ? Également. Le parler creux est enfant du sabir européiste dont usent et abusent les technos, de Stockholm à Athènes

entendait surtout un premier ministre déployer avec gourmandise des perles du genre : « nous adaptons le rythme de réduction des déficits [...] », « la loi stimulera l'investissement en rendant plus stable l'environnement réglementaire [...] », « il

## DES PROPOS D'EXPERT COMPTABLE

A qui s'adresse-t-on ici ? aux Français dans la profondeur du pays ? aux marchés financiers ? à la technostructure européenne ? à un jury de l'ENA ? C'est un peu comme si le cabinet du premier ministre parlait au cabinet du premier ministre. Ces propos d'expert-comptable sont inaudibles pour le plus grand nombre. La politique, c'est un constat, un projet, un rêve aussi. Ici, ces mots ne font plus sens, ils sont inintelligibles, ils ne parlent ▶

## DES COQUILLES VIDES

EXTRAIT

**Le « mal-langage » politique a contaminé l'ensemble de l'échiquier partidair et standardisé des discours, davantage cliqués par le passé. Un phénomène provoqué largement par la fin des batailles idéologiques à partir des années 1990, et renforcé depuis par les mutations médiatiques de l'information en continu et du tweet, qui réclament une expression « à chaud » et calibrée, au risque de se limiter parfois à des slogans ou à des mots-valises. Combien de fois au cours de ces dernières années n'a-t-on pas entendu un-une responsable « en situation » expliquer « les yeux dans les yeux » que le pays était « à la croisée des chemins » ou affirmer que telle « réforme d'ampleur » était « la mère de toutes les batailles » (...) Ces mots, forts en apparence, ont en réalité perdu de leur substance au fil du temps :**

**des coquilles vides rendant leurs locuteurs inaudibles par les Français qui éprouvent de plus en plus de défiance envers leurs dirigeants. Quand cette politique qui s'exprime en bannissant toute aspérité est menée par la gauche, l'effet social et démocratique n'en est que plus désastreux, car « l'histoire de la gauche est jalonnée de marqueurs très forts dans le vocabulaire et leur disparition n'en est que plus spectaculaire » explique l'historien Christian Delporte, auteur de *Une histoire de la langue de bois* (Flammarion, 2009), qui remarque que « le PS ne parle plus depuis longtemps des ouvriers ni même des travailleurs, mais des salariés noyés dans le grand ensemble flou des classes moyennes ».**

Bastien Bonnefous, « La politique à bout de souffle », *Le Monde*, 20 octobre 2014

► pas à l'opinion. C'est une ultime version d'une novlangue désincarnée qui ne peut que détourner le citoyen du politique, quand il ne le pousse pas dans les bras de la droite ou de populistes à la Le Pen ou la Zemmour dont les propos, en comparaison, sont limpides.

Valls voulait parler vrai, il parle souvent creux. Pour le chercheur Gaël Brustier, auteur de *Voyage au bout de la droite*, 2010, et de *La guerre culturelle aura bien lieu*, 2011 (Mille et une nuits) : « Un discours politique, c'est à la fois une vision de l'Histoire à long terme et des mots qui s'incarnent dans le réel et l'imaginaire immé-

diat des citoyens. Or le vallsisme n'est pas un corps idéologique très élaboré, Manuel Valls réagit plus à l'actualité qu'il ne dessine le futur. Il s'inscrit dans un social-conservatisme qui invoque les seules valeurs républicaines pour résoudre les problèmes économiques et sociaux ».

C'est un peu comme si cette social-démocratie française avait renoncé à donner une lecture du monde, et du pays, reprenant quelques mots en vogue, le « terrorisme » pour ce qui concerne l'international, « les coûts » et « les charges » pour le terrain français. En somme, elle laisse la droite donner le ton, le sens de la marche.

« Les mots du PS sont des balles à blanc face aux droites décomplexées. Les socialistes sont des pitbulls entre eux mais des moutons face aux droites », ajoute Gaël Brustier. La gauche social-démocrate n'a plus de mots pour raconter l'Histoire. Pour Christian Delporte (voir ci-dessus), « le changement de vocabulaire (du pouvoir) est autant la conséquence que la cause de son changement de politique ». ■

\*Gérard Streiff est responsable des rubriques Combat d'idées et Sondages.



## « L'EFFRONTÉE NATIONALE » OU COMMENT LES JOURNAUX FONT DE LA PUBLICITÉ AU FN

« Effrontée », « star », « complexée », « sécuriser », « molécule pure », « ligne politique » : des mots innocents pour présenter la nouvelle étoile montante du Front national ?

PAR CAMILLE DUCROT\*

**L'** *Express* a publié le 18 mars dernier un article de huit pages sur Marion Maréchal-Le Pen. En couverture de son numéro, une superbe photo et un titre, qui nous semble positif : « L'effrontée nationale ». Celle qui sait faire preuve d'une insolence salvatrice, à la fois dans l'Assemblée nationale et dans le Front national ? Ou, comme *l'Express* le dit, celle qui lance sans cesse des polémiques et concurrence sa tante ? Comment ce magazine – pourtant défini par son directeur Christophe Barbier comme n'étant « ni de droite, ni de gauche, au-dessus de la mêlée » – peut-il faire l'apologie de l'élue FN du Vaucluse ? Analyse.

### MARION MARÉCHAL-LE PEN, UNE STAR COMPLEXÉE

Marion Maréchal-Le Pen est une « star », une vedette au même titre que les acteurs et les chanteurs. Ainsi, nous saurons tout dans cet article sur ses « jeans bien coupés » accordés à ses bottes, ou sur ses cheveux longs, joliment repoussés sur le côté. Et comme il est de notoriété publique, lorsqu'une star daigne faire son apparition, dans

sa riche voiture aux vitres teintées, après s'être fait attendre, on ne voit qu'elle et on l'acclame. Il ne reste qu'à imaginer le tapis rouge.

Pourtant les journalistes font attention à la rendre humaine, un peu de proximité avec le quidam moyen ne nuit pas : Marion Maréchal-Le Pen est « complexée », adjectif bien utile pour attirer l'attention de la femme qui s'occupe de son tour de taille à force de trop manger de publicités ou qui se sent inutile et idiote en société. Complexée par sa voix (cela reste acceptable) ou par la crainte de rater ses multiples interviews. Elle est « capable de stresser une nuit entière » avant un passage à la radio ! Humaine, trop humaine.

Humaine, elle l'est encore lorsque le journaliste décrit le harcèlement dont elle était l'objet à l'école publique avant de finir sa scolarité dans le privé catholique pour se « sécuriser ». Le passage d'une école à l'autre devient ainsi une nécessité pour le bien-être de l'enfant, et pas un mouvement réalisé par conviction politique et religieuse... Ou encore lorsqu'elle voit le secret du nom de son père biologique sortir dans la

presse. Elle est alors soutenue par des politiques de tous bords, ce qui souligne une forme de popularité.

### MARION MARÉCHAL-LE PEN, UNE HÉRITIÈRE DE LA TRADITION LEPÉNISTE

Si le mot « héritière » n'apparaît pas dans l'article, c'est pourtant l'idée qui traverse tout le texte. À l'aide de nombreuses citations de son grand-père et de leurs proches, Marion Maréchal-Le Pen est située dans la hiérarchie familiale : elle devient alors discrète puisque son frère est, à l'opposé, « fort en gueule », expression tellement négative qu'elle la sanctifie encore un peu plus. Mais aussi classique, face à sa mère qui est « baba cool », entendez pas vraiment militante, et non pas élèveuse de moutons dans le Larzac. Ou encore « pure » face à une Marine Le Pen amollie par Florian Philippot. Pour être exact, le journaliste parle de « la composition de la molécule de Marion Maréchal-Le Pen » qui est « bien plus pure » que celle de sa tante : c'est-à-dire qu'elle est dans la tradition de Jean-Marie Le Pen auquel son nom est maintes fois accolé et elle est plus honnête que sa tante qui diabolise le parti en le dénaturant.

Car évidemment, la politique, pour le journaliste, c'est dans les gènes. Non content de récupérer la diatribe de la députée sur « l'aristocratie Le Pen » où l'on entre en politique de génération en génération comme on entrait dans l'armée, l'article ajoute qu'elle aurait « réveillé le logiciel qui sommeillait en elle ». En effet, préexistait en Marion Maréchal-Le Pen l'outil lui permettant de construire une vision politique du monde. Nul besoin de le construire, malgré une éducation très catholique et une famille très engagée. Bourdieu doit se retourner dans sa tombe.

Le journaliste ne nous épargne finalement pas le laïus sur ce nouveau « métier » qui révulse un peu la députée tant il peut contrarier... la vie de famille. Ce qui fait qu'elle essaie le plus possible d'établir un équilibre et de ne pas trop s'investir au FN tout en songeant à se présenter aux régionales.

### MARION MARÉCHAL-LE PEN, UNE « LIGNE POLITIQUE » DIFFÉRENTE

De politique, il n'est pourtant pas trop question. Le mot « programme » est habilement remplacé par l'expression de « ligne politique », tellement plus floue qu'elle peut contenir assez largement les envolées de l'élue. Contre les « banlieues chouinantes », les demandeurs d'asile à huer, la gauche qui subventionne les mosquées plutôt que les paysans, ou en faveur de la reconnaissance du génocide vendéen. Cela comprend également le catholicisme pratiqué en latin, ou encore la volonté d'un large rassemblement à droite.

Parlons plutôt de stratégie, ou même de guerre : Marion Maréchal-Le Pen devient « chef de bande », à la tête de « maigres troupes » qui veulent en « découdre » avec Marine Le Pen à laquelle elle est opposée tout au long de l'article. Il est bien plus vendeur de réaliser un feuilleton à la *Game of Thrones* que de présenter un programme politique.

Pour conclure, ne nous trompons pas, si cet article nous paraît hagiographique, certains militants d'extrême droite ont été largement offusqués de sa publication. Comme quoi les mots ne sont pas interprétés de la même manière partout... ■

\*Camille Ducrot est responsable de la rubrique Lire.



## JARGON SYNDICAL

Les mots piégés ne sont pas seulement ceux de l'adversaire, ce sont aussi ceux d'un jargon d'initiés de bonne volonté qui ne se rendent pas compte qu'ils sont incompréhensibles au commun des mortels. Voici une concentration de deux communiqués syndicaux, certes un peu arrangés par nos soins, qui l'illustrera.

Après avoir supprimé la PFR, le gouvernement présentait le 6 novembre 2013 au CSFP un texte sur la mise en œuvre du RIFSEEP\*. Malgré l'opposition générale, le gouvernement a publié le 20 mai 2014 le décret 2014-513 portant création du RIFSEEP, puis le 5 décembre 2014 la circulaire afférente. Des dates butoirs ont été fixées pour les personnels de l'AENES et les ITRF. Le RIFSEEP reprend l'idée centrale de la PFR avec une partie IFSE et une autre CIA. La CA du SGA-SOTEN, le CSN du SNAIASU et le BN du SNASUB appellent en conséquence au boycott des CTP, des CPE et CAPA de l'INSERM, de l'IFFSTAR (ex-INRETS et LCPC), de l'INRIA, et de tous les EPST, mais aussi à celles des EPIC. Ce mouvement doit s'étendre à l'ESR.

Déjà, il y a quatorze ans, la LOLF, présentée comme une pièce maîtresse dans les relations entre pouvoirs constitués, remplaçant l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959, prétendant une logique de performance de la gestion publique

d'une part, et d'autre part une transparence de l'information budgétaire, instaurait des PAP, évalués par des RAP, et imposait une nomenclature budgétaire par destination des dépenses. La fongibilité asymétrique, qu'elle impliquait, portait un coup à notre statut. Il y a huit ans, la RGPP, aujourd'hui remplacée par la MAP, prétendant s'inscrire dans un paysage administratif profondément remanié, n'était qu'une structure calquée sur une logique essentiellement comptable et un plan social déguisé. Aujourd'hui, les DUP, visant à remplacer les CE, les DP et les CHSCT, ont pour but d'affaiblir notre juste représentation. Ces politiques anti-sociales doivent cesser.

**NON À LA FONGIBILITÉ ASYMMÉTRIQUE, NON À LA MAP, NON AUX DUP, NON AU RIFSEEP !**

\*Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

## LES MOTS PIÉGÉS DU JOURNALISME

Par temps de mobilisation sociale, durant une campagne électorale, au cours d'un conflit armé ou pendant les Jeux Olympiques, les journalistes utilisent souvent un vocabulaire simplificateur et abusent parfois de mots inopportuns. Et quand ces tics de langage récidivent, sans être corrigés, ils travestissent la lecture des événements.

PAR **MATHIAS REYMOND\***

**C**e n'est pas une découverte : les grands média restreignent le champ des possibles. Les débats sont encadrés et, hors d'un périmètre bien clôturé, la discussion n'est plus possible. Si le choix des sujets d'actualité (ce dont on doit parler) est clairement orienté en fonction d'intérêts

libérales, les autres – celles qui demandent plus d'État, plus de fonctionnaires, moins de marché – ne sont que des projets « archaïques ». Quand une réforme proposée est imposée, cela s'appelle « LA réforme » (voir Henri Maler et Mathias Reymond, *Médias et mobilisations sociales*, Syllepse, 2007). Et s'opposer à cette réforme devient : le « refus de la réforme ». Ainsi, il ne faut plus dire : « les travailleurs com-

désagréments (la « galère ») que subissent les usagers, non à l'intransigeance du gouvernement, mais à l'obstination des grévistes. « Victimes » des grèves, les « otages » sont d'excellents « clients » pour les micros-trottoirs : tout reportage se doit de les présenter comme excédés ou résignés.

Lors des interventions militaires occidentales, le vocabulaire choisi est également révélateur. Ainsi, durant le récent conflit en Libye, il fut question par exemple des « frappes » (voir Julien Salingue, *Lexique médiatique de la guerre de Libye*, (site Internet d'Acrimed, 28 mars 2011). Ce terme désigne en réalité les bombardements effectués par « les alliés » : cela ne fait aucun doute, les « alliés » ne bombardent pas, ils « frappent ». Ils « frappent » la Libye, comme d'autres « frappent » à la porte, « frappent » un ballon de football ou se « frappent » dans les mains. On parle pourtant bien de centaines de missiles. Mais chacun avouera que le terme « frappes » n'est pas aussi négativement connoté que le mot « bombardements » : « Libye. Les frappes militaires devraient baisser d'intensité, selon les USA » (site

« La pression subie, la précarité réelle, ne doivent pas faire oublier que les journalistes ont une part de responsabilité dans le choix des mots comme dans la formation des esprits, dans la diffusion de la culture et du savoir. »

mercantiles, politiques, idéologiques ou simplement culturels, la manière d'en parler (ce qu'il faut penser) relève d'une forme de propagande. Les média de parti pris (dans la presse écrite), les chroniqueurs et les éditorialistes n'hésitent pas à jouer ce rôle de prescripteur – sans forcément s'en cacher. Par contre, les média de masse (les chaînes de télévision et les grandes radios) présentent l'information, en sélectionnant les sujets, mais en les traitant avec une neutralité apparente. Toutefois, le choix des mots concourt à faire passer un message et à raconter une histoire selon un point de vue... qui n'est pas neutre.

### UN LANGAGE SIMPLIFICATEUR

Comme l'expliquent Henri Maler et Philippe Monti, *Lexique pour temps d'Europe et de Référendum*, (site Internet d'Acrimed, 13 juin 2005), dès lors qu'il s'agit d'économie et de social, les éditorialistes vedettes vont faire preuve de « pédagogie », afin d'enseigner aux ignorants, non ce qu'ils ne savent pas, mais ce qu'ils doivent savoir : toute la vérité sur les bienfaits de la dernière « réforme » libérale du gouvernement, par exemple. En effet, il n'est de bonnes « réformes » que

battent les politiques libérales qui favorisent chaque jour davantage les revenus du capital et dissolvent l'État social ». Mais écrire, comme l'a fait *Le Monde* : « Une autre chose dont on peut être sûr – et qui nourrit l'antienne d'un pays impossible à réformer, c'est la nature difficile des rapports sociaux en France. La conflictualité l'emporte sur le consensus. Vieil héritage de la culture ouvrière revendicative du XIX<sup>e</sup> siècle du côté des organisations syndicales, crispées sur la défense des droits acquis. » (7 juin 2005) Il y a quelques années, l'émission *Mots croisés* sur France 2 s'interrogeait benoîtement : « Pourquoi est-il impossible de réformer la France ? ». Et si la « réforme » passe, c'est que la « pédagogie » (et non la force) a triomphé, comme s'en félicitait par avance *Challenges* (13 septembre 2007) à propos de la « réforme des régimes spéciaux » : « Si [...] cette réforme passait sans coup férir, ce serait le signal que la pédagogie finit toujours par triompher ».

On retrouve ce langage réducteur et caricatural dès que les grèves bloquent les usagers souvent « pris en otage ». Ce terme – « otage » – est particulièrement approprié pour attribuer les

« Le choix des mots concourt à faire passer un message et à raconter une histoire selon un point de vue... qui n'est pas neutre. »

Internet de *Ouest France*, 22 mars 2011) ; « Libye : frappes françaises en suspens » (dépêche AFP, 21 mars 2011) ; « Le pétrole recule légèrement, malgré la poursuite des frappes en Libye » (site Internet du *Parisien*, 22 mars 2011) ; etc.

Quant à Kadhafi et ses forces armées, ils ne « frappent » pas, ils « pilonnent » : « Kadhafi pilonne la population civile »

(site Internet de France info, 16 mars 2011) ; « Libye : les pro-Kadhafi pilonnent Zenten » (dépêche AFP, 19 mars 2011) ; « Les forces pro-Kadhafi [...] ont notamment pilonné la ville pétrolière de Ras Lanouf » (*Libération*, 11 mars 2011) ; etc. Ce Kadhafi ne respecte décidément rien. Il aurait pu se contenter d'opérer, comme les « alliés », des « frappes ». Des « frappes », dont on nous assure qu'elles sont « ciblées ».

### UN OUTIL DE PROPAGANDE

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini également sur d'autres thèmes, mais force est de constater qu'en triant ainsi les mots, les journalistes contribuent à écrire une version biaisée de l'actualité et des événements qu'ils commentent. Ainsi le langage journalistique est un outil – parmi d'autres – de propagande. En s'intéressant aux analyses prodiguées par les éditorialistes et chroniqueurs vedettes,

Thierry Guilbert – spécialiste des sciences du langage – montre (dans *L'évidence du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2011) le processus de construction du discours néolibéral dans la presse écrite. Il insiste particulièrement sur l'usage et le sens des mots utilisés car, explique-t-il en s'inspirant de Michel Foucault, « ce sont les acteurs et les journalistes qui font exister un “fait brut” en tant qu'événement. L'événement n'est donc pas un fait, mais la mise en mot de ce fait ».

Pourtant cette « mise en mot » des faits n'est pas le produit des seuls prescripteurs d'opinion et concerne l'ensemble de la profession. Elle apparaît dès la formation des journalistes auxquels on enseigne comment faire court et vite en utilisant des termes simples. Puis elle se poursuit dans les rédactions dont le modèle d'écriture de l'in-

formation est trop souvent calqué sur celui de BFMTV. Enfin, conditionnés par la concurrence, les média produisent des reportages comme d'autres « tweetent », en 140 signes... (voir *L'Humanité*, 20 avril 2015). Ces journalistes inconnus, ces reporters inconnus, ont toutes les excuses du monde, à faire mal leur travail. Mais la pression subie, la précarité réelle, ne doivent pas faire oublier que les journalistes ont une part de responsabilité dans le choix des mots comme dans la formation des esprits, dans la diffusion de la culture et du savoir. Et cette responsabilité mérite une exigence sans faille. ■

\*Mathias Reymond est co-animateur d'Acrimed (Action-Critique-Médias).



## LES MOTS DU MANAGEMENT EN ÉDUCATION

« Gérer les flux », « gouvernance », « pilotage », « compétence » : la « managerialisation » de l'Éducation nationale est en marche, même si on est encore loin d'y avoir atteint le niveau d'autres services publics ou ex-publics, comme Pôle emploi...

PAR **BASILE DUCERF\***

Les pratiques éducatives et administratives qui encadrent l'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur sont désormais progressivement orientées par des concepts provenant du monde de la gestion et du *management*. Flexibilité, décentralisation, dérégulation, autonomie, marchandisation, efficacité, capital humain etc. sont au rendez-vous. La sociologie n'a-t-elle pas pour but de mettre en lumière ce dont nous n'avons pas clairement conscience ? Observons donc dans quels mots de l'éducation se cache la logique de marché et de *management*. Les enseignants s'en amusent parfois : un « référentiel bondissant » est alors une boutade pour désigner un ballon. Malheureusement la situation n'est pas à prendre à la légère : aujourd'hui la communauté pédagogique utilise allégrement un langage du *management* appliqué à l'éducation. Parler de

« hiérarchie centrale et de soumission à l'administration » comme dans les années soixante ou bien de « piloter un projet d'établissement, maintenant autonome, et d'évaluer les objectifs détaillés en compétences pour une plus grande transparence (sic) et efficacité » n'implique certes pas le même langage, mais surtout transforme les pratiques éducatives sur le terrain : les

pratiques et par conséquent idéologique, dérégulation et affaiblissement du pouvoir central menés tambours battants. En voici trois exemples.

### Gérer les flux

À la suite des 80 % au bac de Jean-Pierre Chevènement, les établissements du secondaire et du supérieur

« Les politiques publiques, organisées nationalement, ont disparu au profit d'une mise en concurrence des pratiques. »

politiques publiques, organisées nationalement, ont disparu au profit d'une mise en concurrence des pratiques. Changer ces mots, c'est transformer toute la structure de l'Éducation nationale : changement sémant-

ont été les acteurs principaux de la démocratisation scolaire qui s'est traduite par une explosion du nombre d'inscriptions. Comment intégrer dans les structures existantes ces nouveaux étudiants ? Recruter plus ►

de personnels ? Non, il était préférable de « dégraisser le mammoth ». Les politiques éducatives tentent alors de résoudre ce problème en libéralisant les structures éducatives. Il y a beaucoup plus d'étudiants ? Réponse : il faut « gérer ces flux ». Les établissements, sous la contrainte de cette massification, doivent donc « gérer des flux » d'élèves et d'étudiants. Outre les nouvelles difficultés que vont rencontrer tous les acteurs du système d'éducation nationale et supérieure, la boîte de Pandore a été ouverte. « Gérer des flux » d'étudiants ne donne aucune indication concernant les buts ni les contenus de leurs apprentissages. Par contre, qui dit plus de demandes d'inscription, dit opportunité de profit. Voici que l'offre de formations supérieures se démultiplie. Le marché de l'éducation s'impose. Le mouvement de déconstruction du système d'éducation français par l'idéologie néolibérale s'est amorcé à ce moment-là.

### Gouvernance/pilotage

Concernant l'enseignement public, le changement sémantique managérial s'est accéléré avec la mise en place de l'autonomie des établissements scolaires et universitaires (Réformes Fillon 2005, poursuivies par Gilles De Robien, Xavier Darcos, Luc Chatel et surtout par Valérie Pécresse). Il ne s'agit plus de diriger les établissements en fonction des décisions nationales mais de faire preuve de « gouvernance » en pilotant les établissements. La « gouvernance », c'est agir en collaboration avec des partenaires égaux (sic) pour une prise de décision optimale. Comment cette gouvernance s'opère-t-elle ? Grâce au pilotage par les résultats. (Voir l'article sur « La Gouvernance » dans *La Revue du projet*, n° 24).

Nous voici au cœur des logiques de marché :

- moins de contrôle grâce à l'autonomie,
- moins de contestation de la hiérarchie dans un système de « gouvernance » puisque la notion de hiérarchie a vocation à disparaître,
- injonction à l'efficacité (ou efficience) grâce au pilotage.

L'éducation devient quantifiable par des indicateurs de résultats. Le culte de la performance frappe tous les établissements. Il s'agit de se faire bien voir des recteurs et bénéficier de plus de moyens financiers, mais aussi de palmarès qui font régulièrement la couverture, par exemple, de *L'Express*,

afin d'attirer une population d'élèves déjà en réussite. Piloter par les résultats ne revient-il pas plutôt à naviguer à l'aveugle ? Orienter ses actions en fonction de ce qui fonctionne (ce qui se vend) est une logique de marché. L'éducation à la française était, à l'inverse, une prise de décision (pédagogique) en fonction de ce qui réduit les inégalités sociales, économiques, territoriales etc. Les inspecteurs d'académie ont d'ailleurs fait les frais de ce changement sémantique. Eux qui garantissent l'égalité de l'éducation sur l'ensemble du territoire national se sont vus fortement remis en cause dans cette logique d'autonomisation. Leur existence même a été menacée puisque, si les établissements ont

de fragmenter les apprentissages, de déconnecter les savoir-faire des savoirs qui leur donnent sens, et de développer un enseignement de moins en moins émancipateur et de plus en plus inégalitaire. Elle est étroitement liée à une autre notion clé des politiques libérales : l'employabilité. Elle a été diffusée dans les milieux pédagogiques, non pas par des pédagogues, mais par l'OCDE. Elle a pour but de répondre aux « attentes du patronat pour lequel il est urgent d'étendre les savoir agir » (Crahay). Les enseignants travaillent-ils pour le patronat ? Dans un sens oui, puisque fixer comme finalité d'apprentissage la « résolution de problème en mobilisant des compétences transférables »

« La notion de « compétence » a permis de fragmenter les apprentissages, de déconnecter les savoir-faire des savoirs qui leur donnent sens, et de développer un enseignement de moins en moins émancipateur et de plus en plus inégalitaire. »

vocation à devenir autonomes, pourquoi ne pas conférer leur pouvoir d'évaluation des enseignants et du respect des programmes aux chefs d'établissement ? La « gouvernance » et le pilotage sont bien des transformations langagières de dérégulation latente de notre système d'éducation.

### Compétences

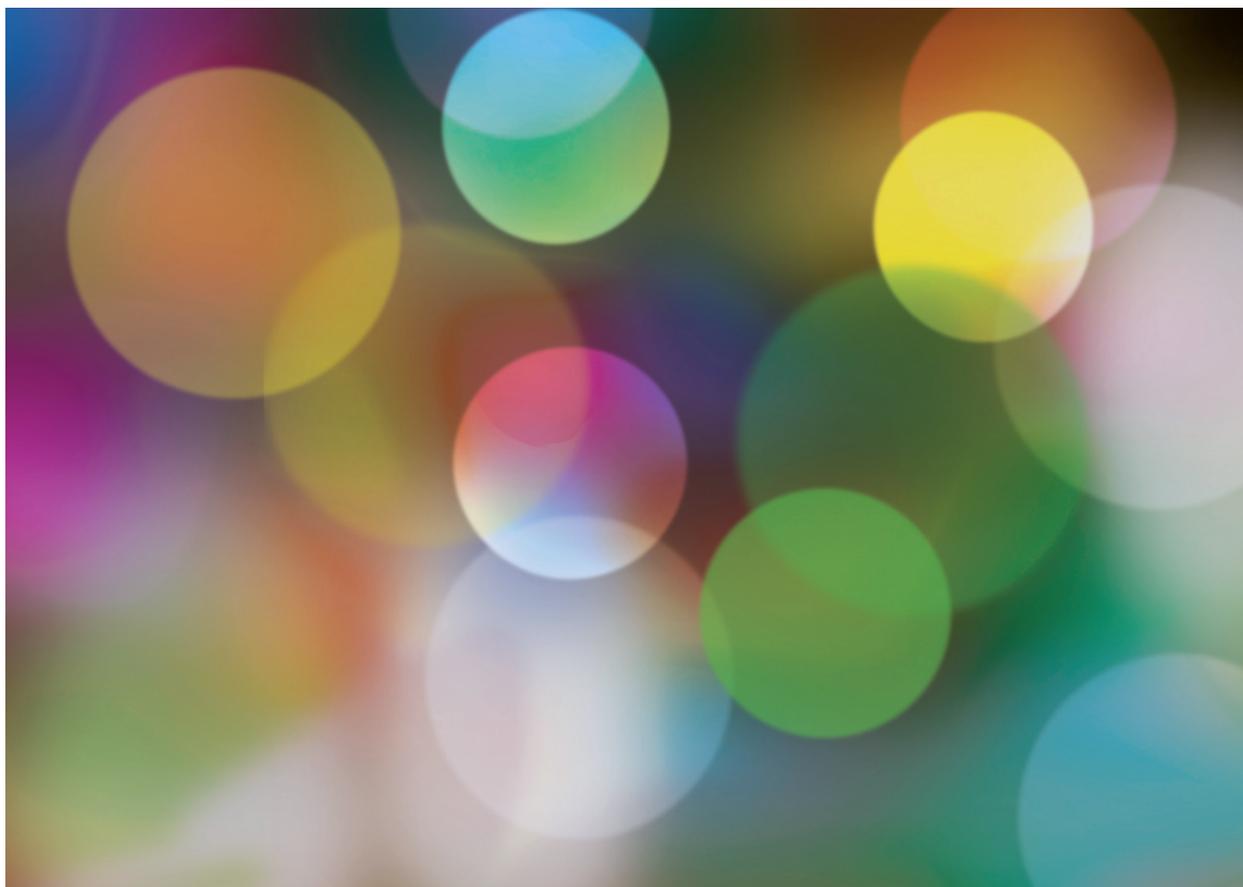
Terminons avec le mot qui a fait le plus polémique dans le milieu enseignant. Le terme de « compétence » fait référence aux aptitudes, savoir-faire et savoir-être de l'élève. Ces aptitudes sont censées être transférables, c'est-à-dire utilisables d'une matière à une autre, d'un contexte à l'autre. Savoir analyser un tableau statistique, par exemple, est transférable en classe d'histoire-géographie, économie-sociologie et physique-chimie. Être capable d'utiliser un ordinateur et des outils de bureautique et de communication sera transférable dans une multitude de contextes différents. En soi, dans un bon état d'esprit, ce pourrait être un atout. Alors pourquoi y a-t-il eu tant de débats autour de ce changement de langage ?

La notion de « compétence » a permis

était une demande expresse des dirigeants économiques.

Avec ces termes de « compétences » et « d'employabilité », l'école est donc sommée de s'adapter au marché du travail au lieu de donner les moyens aux futurs travailleurs et citoyens de le transformer ; de former des exécutants dociles au lieu de travailleurs émancipés, capables d'agir sur leur travail. Nous sommes bien loin des principes d'éducation populaire et humaniste visant l'éducation politique pour tous, la réduction des inégalités, la lutte contre l'obscurantisme et l'émancipation individuelle de toute forme d'autorité. Les enseignants ont-ils d'ailleurs remarqué que ces dernières expressions avaient déjà disparu des circulaires ? ■

\*Basile Ducerf est professeur de sciences économiques et sociales. Il enseigne au lycée Jean-Paul Sartre à Bron..



## OUVRIER : UN MOT DEVENU HONTEUX ?

Quand un jeune *ouvrier* se présente aujourd'hui, il est rare qu'il emploie ce terme même. La réponse à cette question banale « que fais-tu dans la vie ? » révèle la présence quotidienne des rapports de classe, notamment lors d'échanges entre personnes de milieux sociaux différents.

PAR **MARTIN THIBAUT\***

**A**voir honte de dire ce que l'on fait ou « botter en touche » pour ne pas avouer aux autres (en même temps qu'à soi-même) la réalité de sa condition montre que l'on a intériorisé une certaine hiérarchisation des professions, elle-même fruit de constructions socialement situées. Ainsi, par exemple, pour un jeune ouvrier, avoir du mal à se dire « ouvrier » dans un échange avec une jeune femme issue des classes moyennes, traduit deux choses. D'un côté, un contexte de « dévalorisation symbolique » de cette catégorie sociale particulièrement prégnant depuis les années 1980-1990. De l'autre, l'intériorisation de ces grilles de lecture dominantes par les jeunes générations qui ont grandi dans des familles ouvrières « après la classe ouvrière » (pour reprendre la formule de Stéphane Beaud et Michel Pialoux),

notamment dans un contexte où l'allongement de la scolarité, même limité, peut tendre à distordre les représentations du groupe d'origine. Et ce, d'autant plus, quand le monde ouvrier a parallèlement perdu progressivement le pouvoir de définir le monde selon ses propres intérêts, ce qui s'était avéré pendant longtemps relativement protecteur à l'égard des représentations dominantes.

### « SE VOIR AVEC LES YEUX DES AUTRES »

Une particularité très forte des jeunes ouvriers aujourd'hui, notamment ceux qui ont acquis une certaine qualification et ont de ce fait passé un certain temps à l'école, tient dans cette manière de se percevoir. Comme 40 % des enfants qui grandissent de nos jours dans une famille où un parent au moins est ouvrier, ils pensaient souvent pouvoir accéder à une meilleure condition – encouragés en cela par leurs parents eux-mêmes. Or,

si les possibilités de sortir de leur classe restent en réalité limitées, ce prolongement de la scolarité au moment où le monde ouvrier est particulièrement touché par des crises multiples (et notamment une crise de représentation), tend à les voir adopter sur eux-mêmes une perception avec « les yeux des autres » selon la formule de Bourdieu.

Qu'ils adoptent un point de vue méprisant sur le groupe pour mieux s'en démarquer, se considèrent comme des « oubliés », refusent de porter le bleu de travail, déplorent de ne pas travailler en « costard-cravate » et de ne pas faire partie des classes moyennes « comme tout le monde », ou pensent être méprisés lors de relations avec d'autres milieux sociaux ; dans toutes ces situations, ils donnent à voir l'intériorisation de schèmes de lectures dominantes sur eux-mêmes qui suscitent une certaine douleur et justifient de vouloir se présenter autrement. ►

► LA PERTE D'INSTRUMENTS DE DÉFENSE SYMBOLIQUE

Le Parti communiste, notamment, a longtemps promu la parole ouvrière dans l'espace public et permis une représentation de sa condition autonome et construite politiquement, mais le revirement symbolique des années 1980 a laissé le groupe sans moyen de se défendre face aux représentations dominantes dans les champs politique et médiatique. Il n'y a aujourd'hui plus qu'un seul ouvrier à l'Assemblée nationale, par exemple, pour près de 6 millions d'ouvriers, ce qui illustre leur « invisibilisation » et leur exclusion pérenne des lieux de pouvoir !

La perte de visibilité, également médiatique, des ouvriers dans les années 1980 s'est accentuée au début des années 1990, annonçant la fin d'un monde. Par exemple, le 25 avril 1990, *Libération* se demandait « Que sont les prolétaires devenus ? », le 24 juin 1992, *Le Monde* s'interrogeait sur « l'avenir ouvrier ». *Télérama* faisait écho à « La Marche du siècle » (FR3) dont une émission était consacrée au « déclin de la classe ouvrière ». Le 11 novembre 1992, un nouveau dossier du *Monde* était consacré au « modèle ouvrier en déshérence ».

Au début des années 2000, leur retour sur le devant de la scène semblait les renvoyer un peu plus dans le passé, par la médiatisation d'ouvriers qui perdaient leurs emplois, victimes des délocalisations. Ceci occultait, au passage, la présence d'un nombre grandissant d'ouvriers dans le secteur tertiaire : près d'un ouvrier sur deux y travaille aujourd'hui, ce qui en fait le secteur regroupant le plus d'ouvriers, devant l'industrie pour un bon tiers et environ 15 % dans le BTP. Eux qui semblaient avoir disparu réapparais-

saient ainsi « muséifiés », semblant appartenir encore un peu plus à un monde « vieux » et « dépassé », ce qu'illustre cette visibilité symptomatique des ouvriers une fois qu'ils avaient perdu leur emploi. Pourtant, aujourd'hui, un quart des ouvriers a

tembre 2009) où les ouvriers et les employés sont majoritaires. Le discours dominant opère ainsi comme prophétie auto-réalisatrice non pas sur le réel mais sur les représentations du réel pour des jeunes qui vont entrer dans la condition ouvrière alors

« Aujourd'hui, un quart des ouvriers a moins de 30 ans, ce qui en fait le groupe le plus jeune et loin devant les cadres (dont seul un sur huit a moins de 30 ans) pourtant supposés "jeunes et dynamiques". »

moins de 30 ans, ce qui en fait le groupe le plus jeune et loin devant les cadres (dont seul un sur huit a moins de 30 ans) pourtant supposés « jeunes et dynamiques ».

**MIRAGE DES CLASSES MOYENNES ET ÉROSION DE LA CONSCIENCE DE CLASSE**

Dans ce contexte, à mesure que les scolarités ouvrières s'allongeaient, même de manière limitée, sous l'effet de la politique des 80 % au bac, les enfants d'ouvriers ont eu progressivement tendance à voir leur condition d'origine comme un repoussoir et un monde en déclin. Contre cette figure ouvrière, ils souhaitent appartenir aux « classes moyennes », ce mirage annoncé malgré la permanence d'une société de classes (voir Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La vie des idées.fr*, 22 sep-

qu'ils rêvaient d'y échapper et qui, en ayant été souvent scolarisés davantage que leurs parents, pensaient légitimement pouvoir avoir droit à un autre destin que celui de la reproduction.

Au final, la perméabilité aux représentations dominantes des jeunes ouvriers illustre un écartèlement plus général des classes populaires contemporaines. Dans ce contexte, on comprend aisément la difficulté pour ces jeunes d'intérioriser une conscience de classe commune avec leur groupe d'origine quand ils ont trop espéré s'en évader et qu'ils ne semblent jamais totalement fermer la porte de leurs espoirs initiaux d'appartenir à un autre monde... ■

\***Martin Thibault** est sociologue. Il est maître de conférences en sociologie à l'université de Limoges.

**JARGON MUNICIPAL**

Le vocabulaire d'initiés municipaux, pourtant élus de proximité ou fonctionnaires territoriaux, éloigne souvent le bas peuple de la compréhension des choses les plus simples. En voici une petite caricature, à peine imaginaire, élaborée avec quelques agents territoriaux amusés.

**En vue du DOB, nous avons réuni les comités techniques, les comités de pilotage, de suivi et d'évaluation. Vu la convention d'objectifs, le PLU, les ZAU, les PAE engagés, le GPV, vu l'état des dotations forfaitaires et des dotations globales de fonctionnement, nous avons réparti les charges sociales urbaines pour optimiser les conditions d'exercice de la citoyenneté. La péréquation verticale et horizontale a cadré la structure opérationnelle pour les**

**sujets d'intérêt collectif. le BM s'est mobilisé en faveur des services d'intérêt général qu'il a déclinés en régions, DSP, CREM, REM et PPP. Le noyau dur de sa politique vise la promotion du développement durable, de l'économie sociale et solidaire. L'emploi des jeunes et des seniors, la mixité sociale et la démocratie participative sont ses axes principaux.**

Résumé en langue vulgaire, il s'agit de « la préparation du budget de la ville ».